

SLOW



Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20210629-20210629_305D-DE

Photo



Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20210629-20210629_305D-DE

HÔTEL DES VENTES DE VALENCE

352, rue Faventines - 26000 VALENCE

Tél : 04 75 56 58 27 - Fax : 04 75 55 26 61

Xavier de LOSTALOT

David MONTEILLET

ENCHERES VALENCE

Commissaires-priseurs judiciaires

judiciaire@encheres-valence.com

DRÔME ENCHERES VALENCE

Société de Ventes Volontaires N° 2002-266

info@encheres-valence.com

CAHIER DES CHARGES

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DU FONDS DE COMMERCE

De la SARL « MOUKA »

Chez Bacchus

31, Boulevard du Fust

26200 MONTELIMAR

Vente aux enchères publiques du 25 mai 2021 à 10h00.

Conformément à l'ordonnance de vente aux enchères rendue par le Tribunal de Commerce de Romans sur Isère en date du 19 avril 2021.

VALEUR DES ACTIFS MOBILIERS CORPORELS

en date du 9 mars 2021.

11 600 € / 5 350 €

MISE A PRIX DES ACTIFS MOBILIERS

CORPORELS & INCORPORELS

(fonds de commerce inclus):

10 000 € avec faculté de baisse

CONDITIONS DE VENTE DU FONDS DE COMMERCE DE LA SARL MOUKA

La vente a lieu au comptant. L'adjudicataire paiera en sus des enchères les frais de 14.28 %. Le transfert de propriété n'interviendra qu'après paiement complet du prix. La vente ne concerne que le fonds de commerce et les actifs mobiliers mentionnés dans l'inventaire annexé en conformité avec le contrat de bail (cf. copie annexée) daté du 1^{er} janvier 1999 et renouvelé par tacite reconduction. Le commissaire-priseur ne saurait être tenu pour responsable des modifications apportées au contrat de bail dont il n'aurait pas été informé. L'adjudicataire est réputé avoir pris connaissance de cette disposition.

L'adjudicataire devra prendre le fonds de commerce mis en vente dans l'état où il se trouve le jour de l'adjudication, sans pouvoir exercer aucun recours contre le liquidateur.

L'adjudicataire est réputé avoir pris connaissance du fait qu'il fera son affaire personnelle du renouvellement des baux et des prétentions des bailleurs. L'adjudicataire sera tenu d'exercer toutes les charges et conditions des baux. Il devra également s'acquitter, à compter du jour de l'adjudication, des contributions, taxes, redevances auxquelles l'exploitation du fonds pourra donner lieu ; satisfaire à toutes les charges s'agissant de l'eau, de l'électricité, du gaz et de tous services publics ; exécuter en lieu et place du débiteur toutes les polices d'assurance souscrites ; le tout de manière que le liquidateur ne soit jamais inquiété ou recherché à ce sujet.

Il est indiqué que Me Geoffroy BERTHELOT est dans l'impossibilité de communiquer un bilan ou compte de résultats. Que les seuls chiffres fournis ne sont indiqués qu'au titre de simples renseignements sous les plus expresses réserves et sans que Me Geoffroy BERTHELOT soit en mesure d'en garantir l'exactitude et la sincérité.

La vente se déroulera de la façon suivante : vente en un lot unique des actifs mobiliers corporels et incorporels sur la mise à prix de 10 000 € avec faculté de baisse.

Greffé n° 2019RJ0302

Liquidation judiciaire :
SARL MOUKA
31 BOULEVARD DU FUST
26200 MONTELMAR

ORDONNANCE

Nous, Jean-Claude MAMOU, Juge au Tribunal de commerce de ROMANS SUR ISERE,

Juge-commissaire de la liquidation judiciaire de la SARL MOUKA,

Vu la requête qui précède et les motifs y exposés,

Vu les articles L. 621-9, L. 642-19 et R. 621-21 du Code de commerce

Vu l'urgence,

Vu l'accord formalisé par le chef d'entreprise, ci-annexé,

Vu le Jugement du Tribunal de commerce de ROMANS SUR ISERE du 25/02/2021,

PAR CES MOTIFS :

ORDONNONS la vente aux enchères publiques du fonds de commerce « Bar, snack, débit de boissons », sis 31, boulevard du Fust à MONTELMAR (26200), avec le matériel d'exploitation, dépendant de l'actif la liquidation judiciaire de la SARL MOUKA,

DESIGNONS la SCP DE LOSTALOT ET MONTEILLET, Commissaire-priseur, 352, rue Faventines à VALENCE (26000), pour effectuer la vente dudit fonds,

FIXONS la mise à prix du fonds de commerce à dix-mille euros (10 000 €), avec faculté de baisse de mise à prix dans le respect de la valorisation de l'inventaire et de vente isolée des éléments corporels et incorporels en cas d'absence d'acquéreur pour le fonds de commerce,

DISONNS que le prix d'adjudication sera ventilé à hauteur de 55 % pour les éléments corporels et 45% pour les éléments incorporels,

DISONNS que faute de vente mobilière du fonds aux enchères publiques, il y aura lieu de faire procéder, sous quinze jours, à la vente séparée aux enchères publiques du matériel d'exploitation comme stipulé dans l'inventaire établi par la SCP DE LOSTALOT ET MONTEILLET, Commissaire-priseur,

DISONNS que l'éventuel dépôt de garantie stipulé au bail devra être reconstitué par l'adjudicataire auprès du bailleur,

AUTORISONS la SELARL BERTHELOT, représentée par Maître Geoffroy BERTHELOT, à assurer le règlement de la prestation, à titre de frais privilégiés de justice,

57

DISONs que le Commissaire-priseur est autorisé à faire figurer, le cas échéant, la TVA sur le bordereau des adjudicataires, et devra prévenir de la date de ladite vente Monsieur le Juge-commissaire et le Liquidateur judiciaire,

DISONs que le Commissaire-priseur est autorisé à vendre TTC et à remplir en lieu et place du Liquidateur *es qualités* les obligations de facturation, la TVA selon le barème en vigueur des biens vendus étant acquittée au Trésor Public, dans le cadre des opérations de liquidation judiciaire,

DISONs que la SELARL BERTHELOT, représentée par Maître Geoffroy BERTHELOT, *es qualités*, encaissera valablement, aux charges de droit, le produit net de la vente à intervenir, et, le versera sur ses comptes professionnels à la Caisse des Dépôts et Consignations,

ATTIRONs l'attention du Commissaire-priseur sur la législation concernant les équipements de travail en service dans l'entreprise avant le 1er Janvier 1993 qui s'exposent aux mises en conformité prévues aux dispositions des articles L. 233-5 et suivants du Code du travail et à celles du décret n° 93-40 du 11 Janvier 1993, l'attention de chaque adjudicataire devra avoir été attirée par le Commissaire-priseur spécifiant que la vente du matériel se fait en l'état et que toute mise en conformité reste à la charge financière exclusive de l'adjudicataire et sous son unique et entière responsabilité,

DISONs que le Commissaire-priseur désigné ci-dessus, devra impérativement procéder à cette vente aux enchères publiques dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente ordonnance rendue, et ce dans l'intérêt de la collectivité des créanciers et afin d'éviter tous risques de détérioration ou de vol desdits actifs,

DISONs qu'il y a lieu à notification de la présente ordonnance :

- Par LRAR à :
 - o Monsieur Mohamed MOUKALISSE, 1, Lotissement La Campanette – 26700 PIERRELATTE,
 - o Monsieur et Madame Henri BRUYERE, 43, impasse Voltaire – 26200 MONTEILMAR
- Par diligences de transmission remise contre récépissé à :
 - o La SELARL BERTHELOT, représentée par Maître Geoffroy BERTHELOT – 46, avenue Duchesne – 26100 ROMANS-SUR-ISERE,
 - o La SCP DE LOSTALOT ET MONTEILLET, 352 rue Faventines – 26000 VALENCE

ORDONNONS l'emploi des dépens de la présente instance en frais privilégiés de la liquidation judiciaire,

Fait en notre Cabinet.

A Romans-sur-Isère, le 19.04.2021

Le Juge-commissaire
Monsieur Jean-Claude MAMOU

Le Greffier

Déposé en vertu de la loi
de l'Organisation de la Magistrature

19 AVR. 2021

Le Greffier
Monsieur

Liquidation judiciaire

SARL MOUKA

Monsieur Jean-Claude MAMOU

Juge Commissaire

SELARL BERTHELOT

Maître Geoffroy BERTHELOT

Greffé n° 2019RJ0302 /JVW

COPIE CERTIFIÉE

11 19 AVR 2021

Greffe du Tribunal de Commerce
de Romans-sur-Isère

A Monsieur Jean-Claude MAMOU,
Juge-commissaire à la liquidation judiciaire de :
SARL MOUKA
31 BOULEVARD DU FUST
26200 MONTELMAR

REQUETE

EN AUTORISATION DE VENTE MOBILIERE AUX ENCHERES PUBLIQUES
(Articles L. 621-9, L. 642-19, R. 642-37-2 et R. 642-37-3 du Code de commerce)

Monsieur le Juge-commissaire,

La soussignée SELARL Berthelot représentée par Maître Geoffroy Berthelot, Mandataire-judiciaire, demeurant 46, avenue Duchesne à Romans-sur-Isère (26100),

Agissant en qualité de Liquidateur de la SARL Mouka,

A L'HONNEUR DE VOUS EXPOSER :

Que par Jugement du 25 février 2021, le Tribunal de commerce de Romans-sur-Isère a prononcé la liquidation judiciaire de la SARL Mouka,

Que ce même Jugement vous a désigné en qualité de Juge-commissaire et a nommé la requérante aux fonctions de Liquidateur,

Qu'il dépend de l'actif de cette liquidation, les éléments d'un fonds de commerce de « Bar, snack, débit de boissons », sis 31, boulevard du Fust à Montélimar (26200),

Qu'à ce jour la requérante n'a reçu aucune offre d'achat,

Que ce fonds de commerce représente un actif réalisable par la voie d'enchères publiques, en tout ou en partie,

Que la requérante propose de vendre ce fonds aux enchères publiques avec respect des conditions de forme prévues par l'article L. 143-6 du Code de commerce afin que cette vente emporte de plein droit purge des sûretés inscrites sur le fonds,

Qu'une mise à prix de dix-mille euros (10 000 €) a été proposée par le Commissaire-priseur (Annexe 1),

Que Monsieur Mohamed Moukalis a confirmé son accord de vente aux enchères publiques suivant courrier ci-annexé (Annexe 2),

Que le candidat devra faire son affaire personnelle de toute incidence liée à l'existence d'un contrat de travail et respecter les dispositions de l'article L. 1224-1 du Code du travail,

Que si le fonds de commerce dont les éléments sont cédés est exploité dans le périmètre de sauvegarde délimité par délibération du conseil municipal, la commune concernée bénéficiera d'un droit de préemption ou de substitution sur le fonds de commerce cédé en application de l'article L. 214-1 du code de l'Urbanisme,

Que dans l'attente de l'expiration du délai prévu à l'article L. 624-16 du Code de commerce, concernant la clause de réserve de propriété, l'acquéreur s'engage au cas où une revendication serait soumise au requérant et aboutissait à une restitution, à restituer ou à payer le prix des marchandises ou matériels objets de cette revendication,

C'est pourquoi, l'exposante agissant comme dessus, conclut qu'il vous plaise, Monsieur le Juge-commissaire, de bien vouloir, conformément aux articles L. 621-9, L. 642-19, R. 642-37-2 et R. 642-37-3 du Code de commerce, l'autoriser à faire procéder par ministère de tel officier qu'il vous plaira de désigner, à la vente aux enchères du fonds de commerce ci-dessus désigné dépendant de l'actif de la liquidation judiciaire de la SARL Mouka,

La requérante attire l'attention du Commissaire-priseur sur la législation concernant les équipements de travail en service dans l'entreprise avant le 1er Janvier 1993 qui s'exposent aux mises en conformité prévues aux dispositions des articles L. 233-5 et suivants du Code du Travail et à celles du décret n° 93-40 du 11 Janvier 1993, l'attention de chaque adjudicataire devra avoir été attirée par le Commissaire-Preneur spécifiant que la vente du matériel se fait en l'état, et, que toute mise en conformité reste à la charge financière exclusive de l'adjudicataire et sous son unique et entière responsabilité,

Et vous ferez Justice.

Fait à Romans-sur-Isère,

Le 1^{er} avril 2021

Geoffroy BERTHELOT



Annexes :

1. Courrier électronique du Commissaire-priseur du 26.03.2021
2. Autorisation du dirigeant de la société du 30.03.2021

Pour copie certifiée conforme



Greffé du Tribunal de Commerce de Romans

2-4 Rue Sabaton
BP 209
26105 ROMANS Cedex

N° de gestion 1999B70157

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le

ID : 026-212601983-20210629-20210629_305D-DE

Extrait Kbis

02 DEC. 2019

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS
à jour au 29 novembre 2019

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	423 804 533 R.C.S. Romans
<i>Date d'immatriculation</i>	29/07/1999
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	SARL MOUKA
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée à capital variable
<i>Capital variable (minimum)</i>	7 622,45 Euros
<i>Adresse du siège</i>	31 Boulevard du Fust 26200 Montélimar
<i>Activités principales</i>	Bar, snack, débit de boisson.
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 29/07/2098
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Gérant

<i>Nom, prénoms</i>	MOUKALISSE Mohamed
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 13/03/1958 à Biraddi (Maroc)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	5 Lotissement LES CAMPANETTES 26700 Pierrelatte

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITÉ ET A L'ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	31 Boulevard du Fust 26200 Montélimar
<i>Enseigne</i>	CHEZ BACCHUS
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Bar, snack, débit de boisson.
<i>Date de commencement d'activité</i>	09/07/1999
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Achat
<i>Précédent exploitant</i>	
<i>Dénomination</i>	SARL MOUKA
<i>Adresse</i>	31 Boulevard du Fust 26200 Montélimar
<i>Numéro unique d'identification</i>	423 804 533
<i>Nom du journal d'annonces légales</i>	La Tribune
<i>Date de parution</i>	22/02/2001
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

MENTIONS DES DÉCISIONS INTERVENUES DANS DES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE, DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE, DE LIQUIDATION JUDICIAIRE, DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE OU DE LIQUIDATION DES BIENS

- Mention n° F19/012588 du 27/11/2019

Jugement du Tribunal de Commerce de Romans en date du 27/11/2019 ouvrant la procédure de redressement judiciaire.

Mandataire judiciaire : SELARL BERTHELOT agissant par Maître Geoffroy BERTHELOT 46 avenue Duchesne 26100 Romans-sur-Isère. Date de cessation des paiements : 14/05/2019

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Mention

PARUTION DANS BODACC N° 94 A EN DATE DU 11/05/01 CERTIFICAT FAIT LE 11/05/01 AU FONDS LA CONVERSION DU MONTANT DU CAPITAL DES FRANCS EN EUROS A ÉTÉ EFFECTUÉE D'OFFICE PAR LE GREFFE EN APPLICATION DU

Greffé du Tribunal de Commerce de Romans
2-4 Rue Sabatier
BP 209
26105 ROMANS Cedex

N° de gestion 1999B70157

- Mention du 01/01/2009

- Mention n° F17/004364 du 10/04/2017

DECRET No 2001-474 DU 30 MAI 2001 : ANCIEN MONTANT : 50
000.00 FRF NOUVEAU MONTANT : 7 622.45 EUR

Par décret n° 2008-146 du 15 février 2008, la compétence commerciale du tribunal de grande instance de Valence a été supprimée au 1er janvier 2009 au profit du tribunal de commerce de Romans Sur Isère.

Fermeture d'un établissement secondaire sis 33 Boulevard du Fust 26200 MONTEBLIMAR à compter du 11/10/2013

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

ROMANS SUR ISERE

Etat d'inscription du chef de

SARL MOUKA - 423 804 533
Société à responsabilité limitée à capital variable
31 boulevard du Fust 26200 Montelimar - FRANCE

Arrêté à la date du 29/11/2019

ainsi dénommé(e), qualifié(e), et orthographié(e), et non autrement

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS DE COMMERCE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds de commerce (Articles L. 143-16 et suivants et R. 143-6 et suivants du code de commerce).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS ARTISANAL

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds artisanal (loi du 05 juillet 1996).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT SUR FONDS AGRICOLE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement de fonds agricole (article L311-3 du code rural et de la pêche maritime).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT JUDICIAIRE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement judiciaire (Articles L. 531-1 et suivants et R. 531-1 et suivants du code des procédures civiles d'exécution).

ETAT DES CLAUSES D'INALIENABILITE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de mesure d'inaliénabilité (Articles L. 626-14 et suivants et R. 626-25 et suivants du code de commerce).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE NANTISSEMENT D'OUTILLAGE ET MATERIEL D'EQUIPEMENT

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de nantissement d'outillage et matériel d'équipement (Articles L. 525-1 et suivants et R. 525-1 et suivants du code de commerce).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE DE VENDEUR SUR FONDS DE COMMERCE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de vendeur de fonds de commerce (Articles L. 143-16 et suivants et R. 143-6 et suivants du code de commerce).

ETAT DES INSCRIPTIONS DE WARRANTS INDUSTRIELS - WARRANTS HOTELIERS - WARRANTS PETROLIERS

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de warrants industriels (Loi du 12 septembre 1940) - warrants hoteliers (Articles L. 523-1 et suivants et R. 523-1 du code de commerce) - warrants pétroliers (Articles L. 524-1 et suivants et R. 524-1 du code de commerce).

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE GENERAL DE LA SECURITE SOCIALE ET DES REGIMES COMPLEMENTAIRES

Date et n° d'inscription 31 août 2017 2017S000624	montant garanti 2 958,54 EUR	Au profit de : KLESIA Retraite ARRCO - 4 rue Georges Picquart 75017 Paris FRANCE
	Contre : C 01T 2017 M 01T 2017	SARL MOUKA - 31 boulevard du Fust 26200 Montelimar FRANCE

ETAT DES INSCRIPTIONS DU PRIVILEGE GENERAL DU TRESOR EN MATIERE FISCALE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège général du trésor en matière fiscale (Article 396 bis du code général des impôts, annexe 2).

ETAT DES INSCRIPTIONS DE CREDIT BAIL (EN MATIERE MOBILIERE)

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de crédit bail (en matière mobilière) (décret du 4 juillet 1972).

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

ROMANS SUR ISERE

Etat d'inscription du chef de

SARL MOUKA - 423 804 533
Société à responsabilité limitée à capital variable
31 boulevard du Fust 26200 Montellimar - FRANCE

Arrêté à la date du 29/11/2019

ainsi dénommé(e), qualifié(e), et orthographié(e), et non autrement

ETAT DES PUBLICATIONS DES CONTRATS DE LOCATION

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de location (Article L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce).

ETAT DES PUBLICATIONS DES CONTRATS DE VENTE AVEC CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune publication de contrat de vente avec clause de réserve de propriété (Article L. 624-10 et R. 624-15 du code de commerce).

EXTRAIT DU REGISTRE DES PROTETS

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de protêt (Articles L. 511-52 et suivants et R. 511-2 du code de commerce).

ETAT DES CERTIFICATS DE NON PAIEMENT DE CHEQUE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun certificat de non-paiement (Articles L. 131-69 et suivants, R. 131-49 et suivants du code monétaire et financier et R. 511-2 et suivants du code de commerce).

ETAT DES DECLARATIONS DE CREANCES

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune déclaration de créance (Articles L. 141-21, L. 141-22 et R. 143-10 du code de commerce).

PRETS AUTORISES ET DELAIS DE PAIEMENT ACCORDES PAR LE JUGE COMMISSAIRE

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucun prêt autorisé ni délai de paiement (Articles L. 622.17 III 2° et R. 622-14 du code de commerce).

ETAT DES INSCRIPTIONS DE GAGE DES STOCKS

Le greffier soussigné certifie qu'il n'existe du chef de la personne physique ou morale sur laquelle l'information a été demandée, aucune inscription de privilège de gage des stocks (Articles L. 527-1 et suivants, et R. 521-1 et suivants du code de commerce).

Le greffier



I - MATERIEL		
2 tables rectangulaires plateau stratifié moulé		
8 chaises bois paillé (différents modèles)		
5 chaises plastique noir		
1 tabouret de bar skai blanc		
3 tabourets de bar skai noir		
2 mange-debout plateau rond, pied fer forgé		
2 chaises hautes		
1 bar en L construit en maçonnerie, avec plancher, plateau stratifié, évier 2 bacs intégré, avec arrière-bar assorti		
1 tour réfrigéré en inox FAGOR à 5 portes, groupe intégré, annoncé hors service		
1 tour réfrigéré en inox FAGOR à 3 portes, groupe intégré, annoncé hors service		
(L'ensemble immeuble par destination, pour valeur d'usage)		
1 tireuse à bière en inox à 4 becs (groupe froid à la cave)		
1 vitrine à boissons FRIGELUX		
1 micro-ondes sans marque apparente		
1 réfrigérateur WHIRLPOOL		
TERRASSE		
4 tables 2 couverts, plateau bois, pied métal		
3 tables 2 couverts, plateau bois, pied alu		
16 fauteuils tressé plastifié rouge		
8 fauteuils tressé plastifié vert		
TOTAL MATERIEL		

II - LICENCE IV		
1 licence IV (n° illisible) QUI EST BIEN LA PROPRIETE DE LA SARL MOUKA COMME LE PROUVE LE RECEPISSE ADRESSE, LE 19 MARS 2021, PAR LA MAIRIE DE MONTELIMAR (JOINT EN ANNEXE)		
TOTAL LICENCE IV		

III - STOCK**ALCOOLS**

1 Picon
 1 porto Consuelo
 1 eau de vie de Poire
 1 champagne A. DAMONT
 1 vin blanc

SOFTS ET BIERES

74 Pago 20 cl
 7 Perrier 33 cl
 10 limonades 33 cl
 14 Vals 33 cl
 5 bières Pelforth 25 cl
 6 Cacolac
 6 Orangina
 25 bières Sagres 25 cl
 15 bières Superbock 25 cl
 7 bières Leffe
 29 bières Heineken 25 cl
 9 bières Desperados 33 cl
 4 Tropic 50 cl
 12 Coca cola 33 cl

TOTAL STOCK**IV - MATERIEL APPARTENANT A DES TIERS**

A Monsieur MOUKALISSE
 1 billard

A la Maison du Bon Café (en mise à disposition, convention de dépôt n° 13398)
 1 machine à café UNIC, 2 groupes
 1 moulin à café sans marque apparente
 1 adoucisseur BWT
 1 lave-verre SO.WE.BO.
 1 machine à glaçons ICE 2000

TOTAL MATERIEL APPARTENANT A DES TIERS

PIECE

Envoyé en préfecture le 06/07/2021

Reçu en préfecture le 06/07/2021

Affiché le

SLO

Foire, Marchés et Stationnement 04.76.00.26.48 - 04.

ID : 026-212601983-20210629-20210629_305D-DE

RECEPISSE DE DECLARATION

X

**d'ouverture
de mutation
de translation**

d'un débit de boissons à consommer sur
place

(Article L.3332-3 et L.3332-4 du Code de la Santé Publique
et des mesures contre l'alcoolisme)

**Concernant le débit de boissons de
4^{ème} catégorie**

Sis à MONTELMAR
Enseigne de l'Etablissement
Propriétaire ou Raison Sociale
Profession
Domicile
Date de la dernière déclaration

31 boulevard du Fust
Chez Baccus
SARL MOUKA représentée par Monsieur MOUKALISSE Mohamed
Gérant
5 lot les Campanettes Sud - 26700 Pierrelatte
24 juin 1999

Je soussigné (e)
Né (e) le
Profession
Nationalité
Domicile

Monsieur MOUKALISSE Mohamed
13/03/1958 à Biraddi (Maroc)
Gérant
Française
5 lot les Campanettes Sud - 26700 Pierrelatte

Agissant en qualité de :

☒ propriétaire

☒ Gérant

déclare vouloir

☐ OUVERTURE OUVRIR le débit de boissons susvisé à partir du

☒ MUTATION EXPLOITER le débit de boissons susvisé à partir du 01er juin 2006.
Ce débit était précédemment tenu par Monsieur Marc ABIDELLAH.

Agissant en qualité de ☒ propriétaire ☐ gérant

☐ TRANSLATION TRANSFERER le débit de boissons précédemment installé à
à partir du

CADRE RESERVE A LA MAIRIE

A transmettre dans les trois jours à :
Monsieur le Procureur de la République
de la DROME
Monsieur le Préfet de la DROME
Commissariat de Police
Service des Douanes
En Mairie, le **19 MAI 2006**

Je certifie

1°) ne pas être justiciable des articles L. 3336-1, L. 3336-2 et L.3336-3
du Code de la Santé Publique et des mesures contre l'alcoolisme,
2°) que le débit en question répond aux dispositions législatives et
réglementaires relatives aux zones protégées.

Fait à MONTELMAR, le 17 mai 2006.

Directeur Général Adjoint

Monsieur, Hugues CHALET

De laquelle déclaration, le présent récépissé est délivré conformément à la loi. Le présent récépissé ne comporte garantie ni du droit
d'exploiter un débit, ni de la validité du titre de propriétaire ou de gérant invoqué par le déclarant, ni de l'exactitude des déclarations
susmentionnées.